



**MINISTÈRE  
DE L'ACTION  
ET DES COMPTES  
PUBLICS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction générale  
des Finances publiques**

Direction régionale des Finances publiques  
d'Ile-de-France et de Paris  
**PÔLE PILOTAGE ET RESSOURCES**  
94 rue Réaumur  
75002 PARIS  
Téléphone : 01 44 50 45 45  
Mél. : drfip75.ppr.immobilier@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

**DIVISION IMMOBILIER**

Affaire suivie par :  
Françoise Martin tel : 01 44 50 79 41  
mel : francoise-a.martin@dgfip.finances.gouv.fr  
Patrick Collin tel 01 44 50 79 53  
mel : patrick.collin@dgfip.finances.gouv.fr

**MARCHÉ DE TRAVAUX DE DENSIFICATION ET  
DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE**

**AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
SIS 13 15 RUE DU GÉNÉRAL BEURET A PARIS 15E**

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION**

Référence : DRFIP75-BEU-TRA

## Table des matières

1. objet de la consultation.....	3
2. étendue de la consultation.....	3
3. décomposition en lots et en tranches.....	3
4. durée d'exécution des travaux faisant l'objet du marché.....	3
5. délai de validité des offres.....	3
6. forme de la candidature.....	3
7. Considérations sociale et environnementales.....	4
8. Valorisation des CEE comme éléments de prix du marché.....	4
9. Variantes.....	5
10. documents à produire.....	5
Documents relatifs à la candidature.....	5
Documents relatifs à l'offre.....	6
11. modalités de consultation dématérialisée.....	6
Questions – Réponses.....	6
12. conditions d'envoi des offres.....	6
Par voie de dématérialisation.....	6
Présentation des dossiers et format des fichiers).....	7
Horodatage.....	7
Copie de sauvegarde.....	7
Antivirus.....	7
Signature du marché.....	7
13. visite des locaux.....	7
14. négociations.....	8
15. examen des candidatures et des offres.....	8
Ordre d'ouverture des plis :.....	8
Choix des offres.....	8
Le prix.....	9
Le critère environnemental.....	9
La qualité technique.....	9
Classement final.....	9
16. procédure de recours.....	9

## **1. OBJET DE LA CONSULTATION**

---

La présente consultation a pour objet des travaux de restructuration pour densification et de sobriété énergétique sur le site des finances publiques situé 15 -13 rue du Général Beuret 75015 PARIS. Il s'agit :

- de travaux de restructuration devant permettre la densification du site et l'amélioration des conditions de travail des agents ;
- les travaux relatifs à la sobriété énergétique pour le respect du décret tertiaire.

Les travaux seront réalisés en site occupé et par phases.

Les travaux bruyants sont à réaliser en horaires décalés (avant 9h00 - après 17h00 et/ou le samedi).  
Le surcoût dû à ces sujétions doit être intégré directement dans le chiffrage au DPGF.

Le marché comporte des considérations environnementales (sous forme de clauses intégrées dans le CCAP et de critères d'attribution des offres) et une clause sociale.

## **2. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION**

---

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée (de type ouvert) prévue par aux articles L 2123-1, R2123-1 à 3, R2132-2 et 3 du code de la commande publique.

## **3. DÉCOMPOSITION EN LOTS ET EN TRANCHES**

---

Le présent marché est alloti. Les lots sont :

- lot 1 : Installation de chantier – Second oeuvre
- lot 2 : Menuiseries extérieures
- lot 3 : CVC -Plomberie
- lot 4 : Electricité – GTB

Les clauses et critères environnementaux concernent les 4 lots.  
La clause sociale concerne le lot 1 .

Il comporte les tranches suivantes :

Tranche ferme : façades donnant sur la cour intérieure des ailes Nord et Est incluant la pose de BSO et de stores ainsi que l'installation d'une gestion technique bâtiminaire

tranche optionnelle 1 : façade donnant sur la cour intérieure de l'aile Sud incluant la pose de BSO et de stores

tranche optionnelle 2 : façade donnant sur la cour intérieure de l'aile Ouest incluant la pose de BSO et de stores

tranche optionnelle 3 : façade donnant sur la rue du Général Beuret incluant la pose de BSO et de stores

tranche optionnelle 4 : fenêtres des sanitaires

tranche optionnelle 5 : façades de la grande courette incluant la pose de BSO et de stores

Les tranches optionnelles seront affermies au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2026.

## **4. DURÉE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX FAISANT L'OBJET DU MARCHÉ**

---

La durée d'exécution des travaux faisant l'objet de la tranche ferme du marché public à compter de la date de notification est 8 mois jusqu'à la réception de cette phase, période de préparation de chantier incluse.

Il ne s'agit pas de la durée de validité juridique du marché.

## **5. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

---

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée ci-dessous pour leur réception.

## **6. FORME DE LA CANDIDATURE**

---

En cas de candidature sous forme de groupement, celui-ci sera solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

## 7. **CONSIDÉRATIONS SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALES**

---

### Clause sociale

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par

**Ensemble Paris Emploi Compétences**  
18 rue Goubet  
75019 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

### Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique, en prévoyant :

- un critère environnemental assorti d'une note pour l'appréciation des offres (voir infra §15).
- des spécifications techniques à caractère environnemental dans le CCTP et le CCAP que le titulaire s'engage à exécuter.

Par ailleurs, les titulaires des marches seront notamment tenus de s'engager sur le respect de la charte "chantier propre" contractualisée.

## 8. **VALORISATION DES CEE COMME ÉLÉMENTS DE PRIX DU MARCHÉ**

---

Les travaux du lot 2 (pour 25 % du lot), objet de la présente consultation, peuvent donner lieu à la délivrance de certificats d'économie d'énergie (CEE), dans le cadre du décret n°2010-1664 du 29 décembre 2012 relatif aux certificats d'économie d'énergie.

Le représentant du pouvoir adjudicateur souhaite valoriser les CEE dans le cadre de la procédure de passation du marché.

Les candidats sont invités à valoriser les CEE dans leur offre de prix. Ils doivent ainsi minorer leur prix par la valeur des CEE correspondant à l'opération.

Les candidats dont l'offre ne présente pas de minoration de prix par la valeur des CEE ne se verront pas écartés pour offre irrégulière. Cependant leur offre brute (présentée en numéraire uniquement) sera considérée comme étant mixte (c'est-à-dire présentée en numéraire et avec valorisation des CEE) pour être comparée avec les offres des candidats présentant la minoration de prix par valorisation de CEE.

Les modalités financières de détermination de la valeur des CEE sont les suivantes :

Les travaux objet du marché constituent une des opérations standardisées les plus pertinentes du secteur du bâtiment, n° de l'opération : BAT-EN-104.

Pour ce type d'opération, le montant forfaitaire d'économie d'énergie en kWh cumac est de :

Soit Co le dernier prix moyen de cession des certificats publiés sur le registre Emmy à la date de signature du marché :

Co =     c€/ kWh cumac

Le candidat indique la valeur plancher proposée, soit  $V = \text{c€/kWh cumac}$

Le montant financier proposé par le candidat est égal au montant des économies d'énergie en kWh cumac calculé selon la fiche standardisée correspondante multiplié par la valeur plancher  $V$ .

C'est le montant ainsi calculé qui constitue la valorisation des CEE venant en diminution du prix de l'offre.

## 9. VARIANTES

---

Les variantes sont autorisées.

## 10. DOCUMENTS À PRODUIRE

---

### Documents relatifs à la candidature

Il s'agit des pièces relatives à la qualité, la capacité sociale de l'entreprise, énumérées à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics:

- ► \*soit en utilisant

- lettre de candidature modèle DC1 :(<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- déclaration du candidat modèle DC2 : (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- les imprimés DC1 et DC2 peuvent être remplacés par des documents libres équivalents contenant les mêmes renseignements et notamment :
- les attestations d'assurances en cours de validité
- des certificats de qualification professionnelle (qualibat 4132, 6111 et 7122 pour le lot 1 ; qualibat 3521 pour le lot 2, qualibat 5213 & 5312, qualifelec CFMGT12&CFMGT13 + MGTI pour le lot 4) ou des attestations de conformité
- la liste des 5 dernières références se rapportant à des missions de même complexité technique sur des sites d'importance comparable réalisées en milieu occupé.
- Le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices

- ► \* soit sous forme de DUME (Document Unique de Marché Européen)

Voir le service DUME aux adresses suivantes :

[https://www.economie.gouv.fr/DAJ/Formulaires Dume](https://www.economie.gouv.fr/DAJ/Formulaires/Dume)

<https://dume.CHORUS-pro.gouv.fr>

En ce cas, il doit renseigner :

- la partie IV – A 1) : Inscription sur un registre professionnel et sur un registre de commerce (extrait Kbis, SIRENE,...) ;
- la partie IV - B 1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices ;
- lorsque les informations concernant le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité ;
- la partie IV – B 2a) : chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;
- la partie IV - B 5) : le montant couvert par une assurance pour risques professionnels ;
- la partie IV - C 1a) : les travaux de même nature réalisés sur les 5 dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 5 ans ;
- la partie IV - C3) : les équipements techniques et les mesures pour s'assurer de la qualité des prestations et les moyens d'étude et de recherche utilisés ;
- la partie IV - C5) : l'acceptation de la réalisation de contrôles par le maître de l'ouvrage ou un organisme officiel compétent ;
- la partie IV - C6) : les certificats de qualification professionnelle. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats de qualification professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation à laquelle il se porte candidat ;
- la partie IV - C7) : les mesures de gestion environnementale que le candidat sera en mesure d'appliquer lors de l'exécution du marché ;

- la partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ;
- la partie IV - C9) : l'outillage, le matériel et l'équipement technique à disposition pour l'exécution du marché ;
- la partie IV - C10) : la fraction des prestations éventuellement sous-traitées.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 3 jours par mail. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

#### Documents relatifs à l'offre

- L'acte d'engagement (Attri 1) établi selon le modèle fourni, complété et signé (un Attri par lot)
- L'annexe financière à l'acte d'engagement : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- La fiche de visite complétée, datée et signée par le représentant de la division immobilier en charge de l'opération
- Un mémoire méthodologique contenant les éléments suivants :
  - un mémoire technique recueillant l'ensemble des informations nécessaires au maître d'œuvre pour juger la qualité technique de l'offre notamment (liste non exhaustive) : qualité et adéquation au CCTP des produits proposés, méthodologie d'intervention et organisation du chantier, qualité des moyens humains et organisationnels,...
  - un planning d'intervention détaillé, mettant notamment en valeur le personnel mis en place, les durées estimées, les points critiques du planning et des explications pertinentes sur le déroulé des tâches stratégiques

Le mémoire méthodologique doit être clair et structuré afin de permettre de juger au mieux les offres.

## **11. MODALITÉS DE CONSULTATION DÉMATÉRIALISÉE**

---

Conformément à l'article R2132-2 à 2132-3 du code de la commande publique, les soumissionnaires peuvent consulter les pièces de la présente consultation et y répondre sous forme électronique sur le site Internet [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence : **DRFIP75-BEU-TRA**

#### Modification de détail des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de réception des offres.

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté dans les conditions prévues à l'article R 2151-4 du code de la commande publique. La durée sera proportionnelle à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

#### Questions – Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme LA PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence **DRFIP75-BEU-TRA** ;

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires et aux compléments d'information reçues jusqu'au 7<sup>e</sup> jour avant la date limite de réception des offres, sont transmises aux candidats au plus tard 5 jours avant la date fixée de réception des offres.

## **12. CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES**

---

#### Par voie de dématérialisation

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**La date limite de réception des candidatures et des offres est fixée au 26 novembre 2025 à 15h00.**

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme:

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### Présentation des dossiers et format des fichiers)

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutable, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

#### Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

#### Copie de sauvegarde

I - Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ».

II. - La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

III. - Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

**DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ÎLE DE FRANCE ET DE PARIS**  
**Division Immobilier**  
**A l'attention de Françoise Martin**  
**16, rue Notre-Dame -des -Victoires**  
**75081 PARIS CEDEX 02**

#### Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

#### Signature du marché

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR1) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues par l'annexe MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.

### **13. VISITE DES LOCAUX**

---

La visite du site du Centre des Finances Publiques situé 13-15 rue du Général Beuret Paris 15° est obligatoire

afin d'examiner en détail les locaux objets de la consultation. Une attestation de visite contresignée par un représentant de l'Administration sera délivrée.

Pour procéder à la visite, le candidat devra obligatoirement prendre au préalable l'attache de :

Mme Françoise Martin au 01 44 50 79 41 ou par messagerie : [francoise-a.martin@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:francoise-a.martin@dgfip.finances.gouv.fr)

M. Patrick Collin au 01 44 50 79 53 ou par messagerie [patrick.collin@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.collin@dgfip.finances.gouv.fr)

Mme Valerie Berrebi au 01 44 50 79 54 ou par messagerie : [valerie.Berrebi@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:valerie.Berrebi@dgfip.finances.gouv.fr)

La visite aura lieu **le 18 novembre 2025 à 14h30** en présence de représentants de la maîtrise d'œuvre et de la division Immobilier de la DRFIP Paris.

Pour tout besoin d'informations complémentaires, vous pouvez contacter :

- Mme Françoise Martin au 01 44 50 79 41 ou messagerie : [francoise-a.martin@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:francoise-a.martin@dgfip.finances.gouv.fr)

- M. Patrick Collin au 01 44 50 79 53 ou messagerie [patrick.collin@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.collin@dgfip.finances.gouv.fr)

- Mme Valerie Berrebi au 01 44 50 79 54 ou messagerie : [valerie.Berrebi@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:valerie.Berrebi@dgfip.finances.gouv.fr)

Sans inscription préalable, la visite ne sera pas autorisée et le pli éventuel ne sera pas analysé.

La fiche de visite sera remise aux candidats à l'issue de la visite effectuée en totalité.

#### 14. NÉGOCIATIONS

---

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) se réserve la possibilité de négocier par l'intermédiaire du maître d'œuvre, avec les trois candidats qui auront présenté les meilleures offres initiales au vu des critères énoncés à l'article 13.2.3 du règlement de la consultation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre.

Elle sera menée par courriel ou par entretien à Paris et fera l'objet d'un procès-verbal. Les soumissionnaires seront informés par courrier électronique des conditions d'organisation, de la date et de l'heure de la tenue de la négociation.

Dans le cas où une offre initiale est parfaitement satisfaisante, le RPA peut attribuer le marché public sur la base de cette dernière sans négociation.

#### 15. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

---

##### Ordre d'ouverture des plis :

Les plis reçus seront numérotés lors de leur réception puis ouverts suivant leur ordre d'arrivée.

##### Choix des offres

Les offres seront notées en fonction des critères suivants et de leur pondération :

Critères	Pondération
<b>Prix global et forfaitaire</b>	<b>50%</b>
<b>Critère environnemental :</b>	<b>10 %</b>
<ul style="list-style-type: none"><li><b>Filière de valorisation des déchets – réemploi : le candidat doit indiquer, pour ceux qui ne feront pas l'objet d'un réemploi direct ou par une filière, la méthode de traitement de ses déchets, ainsi que la mesure de traçabilité (SOGED)</b></li></ul>	<b>Dont 2 %</b>
<ul style="list-style-type: none"><li><b>Engagement de l'entrepreneur et de ses éventuels sous-traitants sur la charte chantier propre. L'entrepreneur détaillera les procédés mis en place pour respecter la charte chantier propre sur laquelle il devra s'engager.</b></li></ul>	<b>3 %</b>
<ul style="list-style-type: none"><li><b>Qualité et origine des produits : le titulaire présentera sa filière d'approvisionnement précisant la provenance et la qualité des produits proposés dans son offre. Il devra indiquer l'empreinte carbone des approvisionnements.</b></li></ul>	<b>5 %</b>
<b>Critère technique de l'offre :</b>	<b>40%</b>
<ul style="list-style-type: none"><li><b>Mode opératoire – Clarté et qualité de l'offre : l'entrepreneur explicitera l'ensemble de ses prestations, analysera les contraintes susceptibles d'affecter l'exécution des travaux, les dispositions</b></li></ul>	<b>Dont 15%</b>



<p>envisagées pour les traiter</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Moyens humains et matériels affectés spécifiquement à l'opération, qualifications et expérience des personnels qui vont composer l'équipe intervenant sur le chantier</b></li> <li>• <b>Respect et analyse du planning : le candidat précisera organisation et la sécurisation de l'approvisionnement durant tout le chantier afin d'assurer le respect du planning. Il explicitera les moyens mis en œuvre pour y arriver.</b></li> </ul>	<p><b>10%</b></p> <p><b>15%</b></p>
---	-------------------------------------

#### Méthode de calcul des notes :

##### Le prix

Ce critère sera noté selon la formule : prix le plus bas \* pondération / prix de l'offre

##### Le critère environnemental

Chaque sous-critère sera jugé en attribuant des notes de 1 à 5. Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération indiqué à l'article 6.2.

La note du critère environnemental correspond à la somme des notes pondérées des trois sous-critères.

##### La qualité technique

Chaque sous-critère sera jugé en attribuant des notes de 1 à 5. Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération indiqué dans le tableau ci-dessus.

La note du critère technique correspond à la somme des notes pondérées des trois sous-critères.

##### Classement final

La note globale correspond à la somme des notes des 3 critères prix, environnemental et technique.

Le candidat retenu sera celui qui aura obtenu la meilleure note sur 100.

L'offre ayant obtenu la note la plus élevée sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

Le marché est attribué au candidat ayant obtenu la meilleure note, sous réserve qu'il produise les pièces prévues à :

- l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics ;
- l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

## 16. PROCÉDURE DE RECOURS

Les soumissionnaires pourront exercer un droit de recours conformément au Décret n° 2009-1456 du 27 novembre 2009 relatif aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

En cas de litige, le Tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal administratif de Paris**  
**7, rue de Jouy**  
**75181 Paris Cedex 04**  
**Téléphone : 01 44 59 44 00**  
**Télécopie : 01 44 59 46 46**

Arrêté le présent règlement de consultation à Paris, le .....

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques  
d'Île-de-France et de Paris,  
L'Administrateur des Finances Publiques  
Représentant du pouvoir adjudicateur

.....

# ANNEXE RELATIVE AUX MODALITÉS DE LA CONSULTATION DÉMATÉRIALISÉE

La présente consultation est passée en application des articles R.2132-2 à R.2132-3 et R.2132-7 à R.2132-14 du code de la commande publique et de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés.

Dans les pages suivantes, nous faisons référence à la place de marchés interministérielle accessible à l'adresse : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les soumissionnaires auront la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le dossier de consultation des entreprises, poser des questions à son propos, déposer leur offre et être tenus informés des rejets éventuels.

Le soumissionnaire devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponible sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation y est également disponible afin de faciliter le maniement de la plate-forme.

## A. CERTIFICATION ET SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

**Le préalable obligatoire à tout dépôt électronique de plis est de disposer d'un certificat électronique.**

Les candidatures et les offres transmises par voie électronique doivent être signées par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique ; le certificat électronique utilisé pour ces signatures doit être reconnu par la procédure électronique et détenu par une personne ayant la capacité pour engager le soumissionnaire dans le cadre de la présente consultation. A cette fin, **le signataire doit figurer au Kbis de la société ou à défaut disposer des pouvoirs nécessaires.**

La signature électronique n'est pas considérée valide et le document correspondant réputé non signé lorsque :

- la signature est absente
- le certificat a été révoqué avant la date de signature du document
- le certificat expire avant la date de signature du document
- le certificat est établi au nom d'une personne physique qui n'a pas la capacité à engager la société.

La signature électronique a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. Il est porté à l'attention des candidats qu'une **signature scannée ne constitue pas une signature électronique.**

**L'absence de signature électronique valide sur l'acte d'engagement entraînera le rejet de l'offre.**

Signer le dossier électronique qui contient plusieurs documents électroniques est inapproprié. Chaque document doit être signé de façon électronique individuellement. C'est la signature de chacun des documents devant être signé qui sera examinée par le pouvoir adjudicateur :

Nature du document	Signature électronique
DC1	Oui
DC2	Oui
Copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire du candidat	Non
Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise	Non
Acte d'engagement	Oui
Annexe financière à l'acte d'engagement (le cas échéant)	Oui
RIB	Non

Par application de l'[arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique](#) dans les marchés publics en vigueur pour toutes les procédures dont la date limite de dépôt des offres est postérieure au 30 septembre 2012, le candidat doit respecter les conditions décrites ci-dessous.

### 1) LES EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité préconisé.

#### **1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- [www.references.modernisation.gouv.fr](http://www.references.modernisation.gouv.fr)
- [http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

#### **2<sup>ème</sup> cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

### Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...).

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation.

L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

## **2) OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

**Cas 1** : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

**Cas 2** : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.

2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

## **RAPPEL GENERAL**

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

## **B. CONSULTATION DE L'AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE (AAPC)**

Les candidats peuvent consulter l'AAPC à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la rubrique « rechercher une consultation », sous la référence : **DRFIP75-BEU-TRA** .

Conformément à l'article 1er de l'arrêté du 14 décembre 2009, les documents de la consultation sont d'accès libre, direct et complet.

Le soumissionnaire a la possibilité de poser des questions à la personne publique par l'intermédiaire de la plateforme pendant la durée décrite au présent règlement.

## **C. DÉPÔT DE LA CANDIDATURE**

Il est rappelé que les candidatures sont déposées jusqu'au **26 novembre 2025 à 15h00 (heure de Paris)**. Les plis transmis obligatoirement par voie électronique sont horodatés; **tout pli qui parviendrait au-delà de ce délai sera considéré comme hors délai.**

Un message indique au soumissionnaire que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique précisant la date et l'heure de réception. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à l'administration.

Ces dispositions sont également applicables au dépôt de l'offre par les entreprises admises auxquelles sera transmis le DCE .

## **D. FORMAT DES FICHIERS**

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, le soumissionnaire devra disposer du logiciel .zip.

Le soumissionnaire doit signer préalablement les pièces constituant son pli avant la constitution du dossier zippé.

Le soumissionnaire est invité à :

- Utiliser les formats « .doc », « .xls », « .pdf »

- A ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »

- A ne pas utiliser certains outils, notamment les macros.

Dans le cas d'un fichier incompatible avec les logiciels de l'administration, la personne publique se réserve le droit de demander au soumissionnaire l'envoi du document par tout moyen à sa convenance dans un délai de 48 heures suivant la demande de la personne publique.

#### **E. ANTI-VIRUS :**

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus.

Si un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans un fichier transmis par voie électronique ou dans une copie de sauvegarde ouverte régulièrement, le fichier peut être réparé.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres et les candidatures transmises par voie électronique dans lesquelles un virus est détecté, ne font pas l'objet d'une réparation. Dans ce cas, la copie de sauvegarde est ouverte.

Une fois la réparation réussie, la procédure peut suivre son cours.

Si le fichier ne peut être réparé, le pouvoir adjudicateur doit considérer ce document comme nul ou incomplet.

Le soumissionnaire en est informé dans les conditions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les conditions de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

#### **F. COPIE DE SAUVEGARDE**

Le candidat qui transmet sa candidature sous la forme dématérialisée peut adresser également au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde présentée sur support papier ou support physique électronique et envoyée dans les mêmes délais.

La copie de sauvegarde est transmise sous pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ».

Si un virus est détecté sur les candidatures ou offres transmises par voie électronique ou si elles ne sont pas parvenues au pouvoir adjudicateur dans le délai imposé ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

#### **G. REMARQUES COMPLÉMENTAIRES**

1. Les avis d'appels publics à la concurrence en ligne sont consultables librement sans aucune contrainte d'identification.

2. L'administration s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne. Ces mêmes documents sont disponibles imprimés sur papier et conservés dans les locaux du Service Marchés du pouvoir adjudicateur et dans ce cas sont les seuls faisant foi sous cette forme.

3. Les soumissionnaires sont vivement invités à parcourir l'ensemble des documents disponibles sur le site :

- manuel d'utilisation ;
- conditions générales d'utilisation ;
- prérequis techniques.

Ces documents décrivant l'utilisation du site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) font partie intégrante du règlement de consultation.